

*Initiatives ministérielles*

Par leadership moral, j'entends simplement qu'il faut que les chefs politiques commencent à dire la vérité. Je doute fort que les gens se laissent prendre par les belles promesses électorales comme autrefois. Les politiques sont aussi plus astucieux et plus cyniques.

Dans ce monde complexe et saturé de pressions où nous vivons, je crois que nous voulons tous donner espoir, mais que, pour ce faire, on opte souvent pour des solutions simplistes aux problèmes de l'heure.

On a dit qu'à chaque problème complexe, il existe une solution simple et plausible, mais fausse. Tant que nous nous contenterons de proposer de telles solutions, les gens continueront d'être cyniques. À vrai dire, tous les partis le font de temps à autre.

À mon avis, les gens veulent qu'on les traite comme des adultes et qu'on leur dise la vérité. Fait plus important, si nous voulons faire appel à la volonté de la nation pour relever les défis qui vont se poser à nous au cours des prochaines décennies, il va falloir que les gens comprennent la nature de ces défis.

Pourquoi ne pas regarder les choses différemment? Évidemment, si on ne sait pas dans quelle voie on veut s'orienter, on ne saura jamais comment parvenir au but. Tôt ou tard, nous allons devoir nous entendre sur la façon d'envisager notre avenir économique. Nous devons y parvenir tout en intégrant dans cette vision nos notions contradictoires de culture et de langue.

J'estime que nous devrions, premièrement, nous efforcer d'être les meilleurs. Sinon les meilleurs du monde, du moins les meilleurs en Amérique du Nord. Il suffit d'être un pays qui remporte les médailles de bronze.

Nous devrions, en tant que nation, faire de l'excellence notre norme de qualité. Venir à bout de la médiocrité est un défi difficile à relever. Et pourtant, il n'a jamais été aussi essentiel de le faire. Le fait que le gouvernement ne se soit pas fixé des buts plus élevés, n'ait pas dépassé le charabia que sont les objectifs—jamais atteints—de réduction du déficit, enfin qu'il n'ait pas su inspirer les Canadiens, nous a coûté beaucoup en tant que nation.

Par ailleurs, l'engagement du Canada à l'égard de l'éducation devrait être sans équivoque. C'est l'un des domaines où nous avons des ennuis. Il semble que nous dépensons beaucoup d'argent pour l'éducation et pourtant les résultats, surtout en maths et en sciences naturelles, montrent que notre système est lamentablement inadéquat. Nous devons former les gens, leur donner les compétences dont ils ont besoin pour occuper de bons emplois demain. Il est impensable de les laisser choisir leur voie en optant pour des emplois subalternes. Cela ne fera que nous appauvrir tous.

En outre, nous devons montrer que nous comprenons que l'éducation ne s'arrête pas une fois franchie la porte

du bureau ou de l'usine. L'entreprise canadienne ne dépense tout simplement pas assez pour le perfectionnement professionnel du travailleur, en comparaison avec les États-Unis, l'Allemagne et le Japon.

Les gouvernements canadiens doivent investir dans l'infrastructure. Il faut constamment entretenir et améliorer notre infrastructure des transports et des communications pour assurer notre prospérité future.

Nous devons être prêts à prendre les décisions difficiles pour exploiter nos ressources de façon stratégique. Les dépenses publiques consacrées à l'infrastructure et à la recherche et au développement devraient être très contrôlées et aussi dénuées que possible de souci électoral.

Nous devrions miser sur nos points forts, sans pour autant séparer les gagnants des perdants, mais faire au moins en sorte que nos gagnants continuent de gagner et cesser de prolonger l'agonie des perdants. Tout cela ne nous mènera nulle part si les Canadiens ne l'acceptent pas. Pour qu'ils l'acceptent, il est fondamentalement important que cette stratégie économique réaliste tienne compte de la nécessité de restaurer le contrat social entre les Canadiens et leurs gouvernements et de restaurer en même temps l'environnement naturel dont les richesses ont été à la base de notre prospérité initiale.

Il faudrait considérer ces trois éléments, l'économie, le contrat social et l'environnement, comme formant un seul tissu. Les réformes sociales progressistes commencent par une bonne politique économique, mais une économie vigoureuse et compétitive exige une société saine et bien instruite. Il n'est pas moins certain que pour avoir demain une économie vigoureuse, il faut que nous respections aujourd'hui l'impératif écologique du développement durable.

• (1100)

Je ne peux malheureusement rien trouver dans l'exposé budgétaire de cette année qui permette de croire que le gouvernement cherche à s'attaquer aux problèmes plus graves et à plus long terme qui se dessinent. Pensons aux nouvelles de l'année dernière en matière économique et demandons-nous si le budget laisse voir une stratégie pour remédier aux problèmes qui ont surgi.

Ces derniers vont des problèmes dans le secteur des ressources, dont la crise des pêches, les problèmes dans les industries pétrolière, agricole, forestière et minière, jusqu'au problème que mon collègue de Willowdale a décrit comme la désindustrialisation de l'Ontario alors que le cœur industriel de notre pays chancelle sous le coup de l'épidémie de fermetures d'entreprises, qui sont toutes définitives. Enfin, nous voyons notre secteur du commerce de détail ébranlé par la TPS et le magasinage outre-frontière et par les craintes que les consommateurs entretiennent concernant l'avenir.